



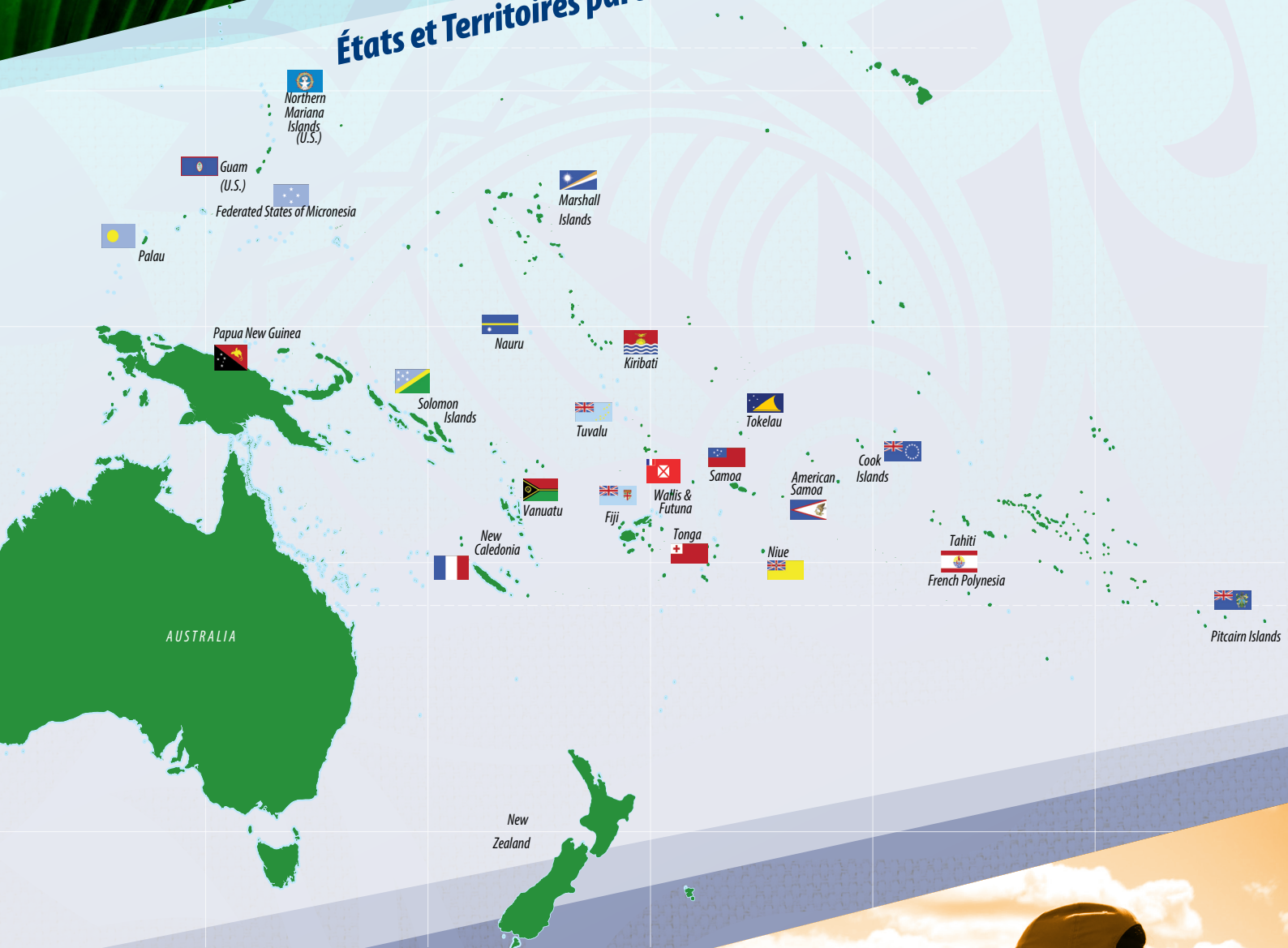
Pacific  
Community  
Communauté  
du Pacifique

Division ressources terrestres

# **RAPPORT ANNUEL**

## **2022**

# États et Territoires partenaires de la Communauté du Pacifique



# SOMMAIRE

<b>4</b>	Avant-propos
<b>6</b>	Objectifs
<b>6</b>	<b>Objectif 1 :</b> Les ressources terrestres, agricoles, forestières et génétiques sont gérées de manière durable et préservées
<b>10</b>	<b>Objectif 2 :</b> La capacité à satisfaire la demande de produits forestiers et agricoles sur les marchés locaux et internationaux est renforcée
<b>14</b>	<b>Objectif 3 :</b> Les pays océaniques ont accès à une grande variété de ressources forestières et agricoles, riches en éléments nutritifs et résilientes face aux effets des catastrophes naturelles et du changement climatique
<b>15</b>	<b>Objectif 4 :</b> Les politiques, les programmes et les services nationaux et régionaux dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie tiennent compte des questions de genre et d'inclusion sociale, et défendent et protègent l'héritage culturel et les droits de la personne
<b>17</b>	<b>Objectif 5 :</b> Les services et systèmes d'exploitation agricole intégrés sont renforcés
<b>20</b>	Contribution aux axes prioritaires de la CPS et aux objectifs de développement durable des Nations Unies
<b>21</b>	Objectifs de développement durable
<b>21</b>	Partenaires et ressources
<b>24</b>	Perspectives pour 2023

## EXEMPLES DE RÉUSSITE

<b>9</b>	Renforcement des filières du cacao aux Fidji, aux îles Salomon, au Samoa et à Vanuatu
<b>16</b>	Mobilisation de la communauté locale dans la lutte contre les ravages du rhinocéros du cocotier sur l'île d'Ikira
<b>19</b>	De la tarodière à la table des décideurs : l'inclusivité comme moteur de la politique nationale de Palau sur l'agriculture biologique

Crédits photo : CPS - Communauté du Pacifique



## AVANT-PROPOS

La connexion entre les peuples est vitale dans la région du Pacifique. Nos pays insulaires doivent travailler main dans la main et en appeler à leurs traditions, leurs valeurs et leur vision pour bâtir un avenir résilient au bénéfice de toutes les communautés de la région. En 2022, la Communauté du Pacifique et ses partenaires ont donné la priorité à la reprise des relations, et la Division ressources terrestres (LRD) a rouvert ses locaux dès les premiers signes de dissipation des perturbations causées pendant deux ans par la pandémie de COVID-19.

Si l'équipe de la Division LRD est restée en contact par voie électronique pendant toute la durée de la pandémie, nous n'aurions pas pu aller de l'avant cette année si nous n'avions pas été en mesure de retourner sur le terrain et de nous entretenir en personne avec nos partenaires.

La réouverture des frontières internationales a donné lieu à une intensification des échanges commerciaux régionaux en 2022. De ce fait, notre équipe chargée de la biosécurité a été particulièrement mobilisée : cinq formations et opérations de surveillance, dont un webinaire, ont été organisées à l'intention de plus de 256 agents des services de biosécurité et agents apparentés. Priorité a également été donnée aux systèmes semenciers, et des formations consacrées à la sélection par mutation, aux technologies de semences et à d'autres questions importantes en lien avec les semences, ont été organisées par notre équipe du CePaCT à l'intention de six pays.

Le CePaCT a également posé un certain nombre de jalons en 2023, avec l'ouverture d'un nouveau laboratoire moléculaire et d'une nouvelle serre de quarantaine en avril. En juillet, la Première ministre de Nouvelle-Zélande, Jacinda Ardern, s'est rendue au laboratoire du CePaCT sur le campus de LRD pour annoncer l'octroi d'une nouvelle enveloppe de financement à la banque de gènes du CePaCT, qui jouera à l'avenir un rôle essentiel dans la préservation des ressources génétiques du Pacifique, dans un contexte teinté d'incertitude en raison du changement climatique. En mai, le CePaCT a remporté le prix décerné par le réseau Island Innovation pour récompenser la recherche et l'innovation en milieu insulaire, qui vise à distinguer les personnes et les organisations vecteurs de changements positifs pour les communautés insulaires isolées.

Les thématiques des ressources génétiques, des semences et des sols sont étroitement liées, et la Division LRD a renforcé sa communication sur cette dernière thématique en 2022, avec la parution de trois publications traitant de la santé et de la gestion des sols. Lors de l'éruption du volcan Hunga Tonga-Hunga Ha'apai, en janvier, LRD a collaboré avec des partenaires tongiens et australiens afin de collecter des échantillons de sol, l'objectif étant de permettre aux agriculteurs des Tonga d'acquérir les connaissances dont ils ont besoin pour améliorer leur productivité.

Après l'éruption, LRD a également publié une série de fiches d'information sur les risques de biosécurité et la santé végétale et animale.

Sans un engagement de tous les pans de la communauté, les populations sont dans l'impossibilité de se relever à la suite de catastrophes comme l'éruption volcanique et la pandémie de COVID-19. C'est pourquoi LRD continue d'œuvrer en faveur de son objectif d'intégrer les femmes et les groupes défavorisés à l'ensemble de ses travaux. Les activités organisées en présentiel en 2022 ont été des modèles d'inclusivité : LRD a notamment permis à 40 femmes et 100 jeunes des Fidji de se former à la multiplication des semences et d'acquérir des compétences financières, et à 36 agriculteurs de Nauru et des Îles Salomon, dont 26 femmes, de se former à l'agroécologie. En octobre, la Communauté océanienne pour l'agriculture biologique et le commerce éthique (POETCom) a mis à disposition une trousse à outils sur le genre et l'analyse de la chaîne de valeur biologique, qui aidera à intégrer la dimension de genre dans le secteur de l'agriculture biologique. Par ailleurs, LRD a mené pour la première fois aux Fidji une enquête sur la participation des femmes et des jeunes à la filière cocotier, qui

tient compte des rôles dévolus aux hommes et aux femmes des communautés agricoles dans l'approvisionnement de cette filière.

La reconnexion avec les systèmes alimentaires du Pacifique a conservé un caractère hautement prioritaire tout au long de l'année. LRD a apporté son expertise sur la question des systèmes alimentaires, qui font l'objet d'un programme phare de la CPS, et de leur développement : les Fidji, le Samoa et les Tonga ont reçu du matériel génétique, Kiribati et Tuvalu ont reçu du matériel végétal, et les États fédérés de Micronésie et Kiribati ont bénéficié d'une aide pour intégrer l'agriculture biologique dans leurs politiques nationales. La division a recruté en cours d'année une personne responsable des systèmes alimentaires, dont le rôle est d'intervenir dans toutes les divisions de la CPS pour favoriser le dialogue sur ce thème essentiel et inciter à l'action.

Par ailleurs, l'équipe de LRD se faisait une joie de retrouver en personne les directeurs et les ministres de l'Agriculture et de la Foresterie dans le cadre des réunions organisées à l'occasion de l'événement phare de l'année 2022 – la Semaine océanienne de l'agriculture et de la foresterie. Si cet événement a finalement été reporté à mars 2023, il donnera le ton d'une année placée encore davantage sous le signe de l'ambition et du foisonnement d'idées, dans une région plus ouverte et redynamisée par la reprise des interactions en face-à-face. La Division LRD, qui souhaite aller plus loin qu'une simple reprise des relations et instaurer des collaborations solides en 2023, reste ouverte, concentrée sur ses objectifs, et déterminée à œuvrer en faveur de l'essor et de la prospérité des secteurs de l'agriculture et de la foresterie.



**Karen Mapusua**

Directrice de la Division ressources terrestres  
Communauté du Pacifique



La Communauté du Pacifique coopère avec les populations océaniques pour atteindre une série d'objectifs à la fois ambitieux, éclairants et adaptés aux besoins des communautés de la région. Un aperçu des avancées et des réussites obtenues en 2022 dans le cadre de nos cinq principaux objectifs dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie est présenté ci-dessous.

## **Objectif 1 : Les ressources terrestres, agricoles, forestières et génétiques sont gérées de manière durable et préservées**

Les pays ayant été nombreux à rouvrir leurs frontières en 2022, l'équipe de la Division ressources terrestres a eu d'autant plus d'occasions de partager des ressources génétiques et des semences tout au long de l'année, et de multiplier les possibilités de formation. Le CePaCT a augmenté le nombre de ses obtentions végétales en 2022, et a été également en mesure d'expédier et de recevoir des semences.

Il a également réalisé des avancées majeures pour l'avenir des ressources génétiques après que Fidji a rouvert ses frontières et réautorisé les entrées de visiteurs et les activités en présentiel. Il a ouvert de nouvelles installations, et l'équipe du CePaCT a pu se rendre dans d'autres pays de la région pour suivre un certain nombre de formations essentielles. Les fermes de démonstration étant à nouveau viables, l'équipe de LRD a contribué à leur mise en place dans plusieurs communautés des Fidji afin d'accroître l'adoption de pratiques de gestion durable des terres.

### **Obtentions**

Afin de maintenir la disponibilité des ressources phytogénétiques et de fournir un appui dans le cadre des actions prioritaires des pays en matière de conservation et de gestion durable

des ressources, le Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CePaCT) continue de conserver des obtentions de cultures potagères et arboricoles. En 2022, le CePaCT conservait 2 374 obtentions, contre 2 231 en 2021.

Environ 92 % des obtentions (soit 2 180) sont conservées in vitro, 7 % sous forme de semences et 1 % en plein champ ; 66 % de la collection in vitro (soit 1 453 obtentions) ont été fournis par 15 États et Territoires insulaires océaniques participants. L'absence d'agents pathogènes a été vérifiée sur 35,5 % de la collection du CePaCT (soit 776 obtentions végétales), qui peuvent donc être distribués.

La distribution de variétés végétales nutritives et résilientes par le CePaCT s'est poursuivie, le but étant de renforcer la sécurité alimentaire dans le Pacifique. Au total, 21 obtentions (2 087 échantillons) d'Alocasia, de banane, de fruit à pain, de manioc, d'ananas, de pomme de terre, de taro d'eau, de patate douce, de Xanthosoma, d'igname, de taro, de vanille et d'embryon de noix de coco issues des collections du CePaCT ont été distribuées à la Belgique, aux Fidji, aux États fédérés de Micronésie, à Nauru, au Samoa, aux Tonga et à l'Université du Queensland en 2022.

Cette même année, une analyse de la réponse au stress hydrique et de la tolérance potentielle à la sécheresse a été menée sur un total de 16 variétés végétales. Le protocole de stress hydrique (sécheresse forcée) de l'Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT) a été évalué, l'objectif étant de sélectionner des variétés tolérantes à la sécheresse parmi les collections du CePaCT. Le CePaCT dispose de plus de 1 200 obtentions de taro dans sa collection, soit 70 % du nombre de variétés de taro présentes dans le monde ; cette analyse permettra de déterminer les variétés tolérantes à la sécheresse pour les diffuser dans la région.

En juillet, la Première ministre de Nouvelle-Zélande, Jacinda Ardern, a visité le campus de LRD et a annoncé une nouvelle enveloppe de 10 millions de dollars néo-zélandais en faveur de la banque de semences du Pacifique bleu et des ressources génétiques du CePaCT. Elle a expliqué que ces financements permettraient au CePaCT d'accroître son efficacité opérationnelle, de renforcer ses capacités de recherche et ses programmes de sensibilisation afin de continuer à augmenter la résilience de l'agriculture et des systèmes alimentaires du Pacifique face au changement climatique et, en parallèle, de garantir aux peuples océaniques la possibilité de consommer des aliments variés et à haute valeur nutritive.

### **Conservation et distribution des semences**

Au cours de l'année, le CePaCT a recueilli, traité et conditionné les semences de 30 espèces indigènes en vue de leur expédition à la Millennium Seed Bank (MSB) à Kew Gardens (Royaume-Uni). Elles viendront s'ajouter aux 43 espèces (61 obtentions) des Fidji déjà conservées à la MSB au cours des années précédentes. De plus, 124 obtentions de 16 légumes cultivés ont été reçues du World Vegetable Centre, et 4 nouvelles variétés de taro tolérantes à la sécheresse ont été transmises par l'Université de Madère (Portugal).

En 2022, la Division ressources terrestres a également appuyé la mise sur pied de systèmes de semences dans trois États et Territoires insulaires océaniques – le Samoa, les Tonga et Vanuatu – dans le cadre des efforts d'augmentation et d'amélioration de la sécurité et de la disponibilité de végétaux destinés à la plantation pour les agriculteurs.

Des lignes directrices pour la production de semences ont été élaborées et distribuées en cours d'année à 6 pays insulaires océaniques – les Fidji, Kiribati, le Samoa, les Tonga, Tuvalu et Vanuatu – qui ont ensuite formulé des remarques. Une version actualisée des lignes directrices sera validée lors d'une prochaine formation. Ce document présente des informations exhaustives sur les pratiques de référence en matière de production, de stockage et de distribution de semences, en mettant l'accent sur les espèces végétales locales.

En outre, une mission de cadrage menée au Samoa au titre du projet « Des semences pour la vie » (PS4L) a donné lieu à un accord sur la sélection, la collecte et la conservation des variétés locales de taro. Il a également été convenu que le renforcement des capacités humaines dans le domaine de l'entomologie et de la botanique était une priorité pour le Samoa.

### **Recherche, formations et renforcement des capacités**

La Division LRD a renforcé ses travaux de recherche et ses formations pendant l'année, et a déployé des agents dans tout le Pacifique pour travailler sur le terrain et établir les contacts directs indispensables pour mener des recherches valables et nouer des relations solides au sein des communautés. Aux Fidji, le CePaCT a animé une formation régionale sur la sélection par mutation, les technologies de semences, le diagnostic moléculaire, les techniques de culture tissulaire du cocotier et les protocoles allométriques, qui a réuni 48 participants (25 femmes et 23 hommes) des Fidji, des Îles Marshall, de Papouasie-Nouvelle-Guinée, des Îles Salomon, du Samoa et de Vanuatu.

LRD a également organisé une formation sur le thème des cultures, de la gestion d'entreprise et des ressources à l'intention de communautés de Sigatoka, aux Fidji : 40 femmes et 100 jeunes ont été formés à la multiplication des semences, à la gestion des pépinières, aux compétences financières et aux programmes d'échange, afin d'appuyer la gestion des ressources naturelles et le travail de préservation de la biodiversité.

Parmi les autres activités de renforcement des capacités entreprises pendant l'année, citons l'établissement de 4 fermes de démonstration axée sur la gestion durable des terres dans plusieurs communautés des Fidji, afin de s'adapter à l'adoption croissante de pratiques de gestion durable. Toujours aux Fidji, les

communautés de l'île Rabi ont reçu un soutien pour la réalisation d'enquêtes sur l'utilisation des terres, notamment en ce qui concerne la collecte de données, l'évaluation de la perspective de genre dans les chaînes de valeur, et la sensibilisation au système participatif de garantie biologique.

LRD a également pris part à la tournée promotionnelle sur le cacao en Australie, à laquelle ont participé 14 représentants d'organismes privés, d'ONG et d'administrations publiques de 4 pays océaniques (Fidji, Îles Salomon, Samoa et Vanuatu). Cet événement leur a permis de renforcer leur connaissance et leur compréhension de la chaîne de valeur du cacao.

Aux Fidji, des agents du service de l'élevage ont participé à une formation à la surveillance avec l'appui de LRD. Cette formation a amélioré leur connaissance du travail de surveillance des maladies, en particulier pour ce qui est du conditionnement et du transport des échantillons. Les connaissances acquises permettront aux agents d'apporter leur contribution aux efforts de prévention et de lutte contre les maladies dans le pays.

### **Élaboration de programmes et technologie**

Le CePaCT a renforcé son système de gestion de la qualité, qui repose sur les normes du Crop Trust et sur celles de la FAO en matière de banques de gène, en élaborant pendant l'année deux procédures opératoires normalisées pour les activités de conservation et de distribution, et en publiant des fiches d'instructions pour les règlements de laboratoire, et tous les principaux équipements. Des protocoles pour le contrôle sanitaire des aracées ont également été mis au point et validés

En 2022, le CePaCT a remporté le prix de la Clinton Global Initiative récompensant la recherche et l'innovation en milieu insulaire. Island Innovation, qui met en relation des parties prenantes insulaires dans le cadre d'événements et de communications numériques, lui a remis le prix en ligne lors d'une cérémonie qui s'est tenue en avril 2022. Les prix d'Island Innovation visent à distinguer les personnes, les organisations et les projets vecteurs de changements positifs pour les communautés isolées et insulaires du monde entier.

## **Conservation de la biodiversité et gestion des ressources naturelles**

En 2022, LRD a poursuivi ses travaux au sein des communautés afin d'améliorer la gestion des ressources naturelles et de renforcer la conservation de la biodiversité au bénéfice de la production agricole et des forêts. Aux Fidji, plus de 665 hectares de plantations forestières ont été établis dans 4 communautés dotées de grands bassins versants sur la période 2021–2022. L'équipe de LRD a également poursuivi l'entretien de parcelles expérimentales de tamanu sur le site de Sigatoka Sand Dunes, situé sur Viti Levu, la plus grande île des Fidji.

À Vanuatu, l'accent a été mis sur la santé des sols. Des échantillons de sol ont été collectés sur 8 sites à des fins d'évaluation. En 2022, LRD a également repris ses travaux sur le cacao à Vanuatu, et a réalisé 4 contrôles de la fermentation d'échantillons de fèves de cacao sur 3 sites, de même qu'une évaluation des sites de réplication du matériel génétique du cacaoyer.

Une mission de cadrage menée au Samoa au titre du projet « Des semences pour la vie » (PS4L) a permis de convenir que la conservation des variétés locales de taro, ainsi que le renforcement des capacités humaines dans le domaine de l'entomologie et de la botanique, constituaient des priorités importantes pour le pays.

Des travaux de renforcement de la base de connaissances sur la biodiversité ont également été réalisés aux Fidji pendant l'année. Plusieurs examens ont été menés en collaboration avec le ministère des Forêts et le Centre australien pour la recherche agricole internationale (ACIAR). Ces examens sont les suivants :

- 1) examen des capacités de formation s'agissant des produits forestiers ;
- 2) examen des capacités existantes du secteur de la fabrication de placage et des produits en bois d'ingénierie ;
- 3) étude de la littérature existante sur les ressources en cocotier ;
- 4) réalisation d'une enquête sur la *participation des femmes et des jeunes à la filière cocotier et bois*. Inédite aux Fidji, cette enquête portait sur les perspectives de genre dans la filière d'approvisionnement en ressources naturelles, à partir de l'expérience et des enseignements des communautés agricoles rurales. Les conclusions orienteront les décisions relatives aux rôles respectifs des hommes et des femmes dans le cadre de l'approvisionnement en stipes de cocotiers séniles auprès des communautés agricoles.



## Exemple de réussite – Renforcement des filières du cacao aux Fidji, aux Îles Salomon, au Samoa et à Vanuatu

Le cacao est un important produit d'exportation pour les Fidji, les Îles Salomon, le Samoa et Vanuatu. Un quart des ménages ruraux participent à la production de cacao à Vanuatu, tandis qu'aux Îles Salomon, le cacao arrive en tête des exportations agricoles et rapporte chaque année quelque 20 millions de dollars australiens.

Si le cacao pèse lourd dans le secteur agricole du Pacifique, le volume produit dans la région représente une toute petite fraction de la production mondiale (moins de 2 %). Nombre d'agriculteurs, dont la plupart sont de petits exploitants, n'ont pas suffisamment accès à la formation et aux financements dont ils ont besoin pour développer leur activité, ainsi qu'aux infrastructures améliorées nécessaires à la production et à l'exportation d'un cacao de qualité.

LRD a établi un partenariat avec le Centre australien pour la recherche agricole internationale (ACIAR), l'Université d'Adélaïde et le ministère de l'Agriculture et de la Pêche du Queensland dans le cadre du projet *Aligning genetic resources, production, and post-harvest systems to market opportunities for Pacific island and Australian cocoa to strengthen cocoa value chains and improve livelihoods* (Faire coïncider les ressources génétiques, la production et les systèmes post-récolte de cacao pour ouvrir des débouchés commerciaux dans les États et Territoires insulaires océaniques et en Australie afin de renforcer les chaînes de valeur du cacao et d'améliorer les moyens d'existence des populations). Dans le cadre de ce projet, une collaboration a été mise en place avec des communautés des Fidji, des Îles Salomon, du Samoa et de Vanuatu afin d'améliorer plusieurs aspects fondamentaux de la culture et de la transformation du cacao, comme la variété génétique, la propagation, la gestion des arbres et des exploitations, l'analyse des sols et des concentrations en métaux lourds, la lutte contre les organismes nuisibles et les maladies, la fermentation et le séchage des fèves, et la sécurité alimentaire.

Les contacts établis avec les exploitations cacaoyères, les producteurs et les distributeurs de chocolat afin d'évoquer ces aspects de la production ont donné lieu à un certain nombre d'évolutions majeures et ont permis de franchir des étapes importantes, comme la réalisation d'un inventaire des meilleures variétés de cacao, l'amélioration de la qualité et de la rapidité de la propagation – de nombreux plants de cacao greffés



produisant des cabosses au bout de 18 mois, contre trois ans à partir de semences – et la mise au point de nouvelles méthodes de taille des arbres et de fermentation, pour des cabosses plus saines et des fèves de meilleure qualité.

Les agriculteurs ont bénéficié des outils, de la formation et des améliorations d'infrastructure nécessaires pour accroître la valeur ajoutée de leur cacao, ce qui leur permet de continuer à le produire et à le commercialiser en période de choc, comme lors de la pandémie de COVID-19. Citons par exemple le cas de Moli, un producteur de cacao de l'île de Malo, à Vanuatu, qui a mis à profit ses connaissances, sa formation et ses nouvelles méthodes de raffinage pour établir une collaboration avec une ONG du pays et fabriquer et emballer localement du chocolat qui s'est très bien vendu et a généré un flux de revenus régulier pendant la crise sanitaire.

Ce résultat décisif, qui vient s'ajouter à d'autres résultats cruciaux en matière de culture, de transformation et de valorisation, est garant de la croissance et de la résilience futures du cacao cultivé dans la région, et donne à penser qu'il remplit les conditions nécessaires pour se faire une place sur les marchés haut de gamme à faibles volumes, compte tenu de ses arômes subtils, de son patrimoine génétique unique et de la nouvelle appellation « pure origine » dont il bénéficie. Bien que le projet ait pris fin en 2022, une deuxième phase a été proposée afin de poursuivre les formations, l'amélioration des infrastructures, ainsi que la distribution et la commercialisation du cacao, et garantir ainsi les moyens d'existence des cultivateurs, des transformateurs et des distributeurs de cacao océaniques.

En 2022, LRD a également apporté son soutien au Gouvernement des Fidji dans le cadre de l'examen et de l'élaboration de trois politiques et réglementations dans le domaine de la gestion des ressources naturelles, à savoir :

- 1) Examen du Code de bonnes pratiques de l'exploitation des ressources forestières des Fidji ;
- 2) Examen de la réglementation des Fidji relative aux installations de traitement et aux scieries ;
- 3) Élaboration d'un projet de stratégie de lutte contre les incendies dans les zones boisées et rurales des Fidji.

## **Objectif 2 : La capacité à satisfaire la demande de produits forestiers et agricoles sur les marchés locaux et internationaux est renforcée**

Le commerce des produits agricoles et forestiers a regagné une importance vitale dans la région au cours de l'année, les marchés commençant à se redresser dans un contexte de lente reprise économique. L'équipe de la Division ressources terrestres a appuyé ce redressement en formant les agricultures de Nauru et des Îles Salomon, et en renforçant leurs compétences dans le domaine de l'agroécologie.

Ce nouvel essor du commerce s'est également traduit par un renforcement des enjeux de biosécurité. L'équipe chargée de cette question n'a pas chômé durant l'année, et a organisé un certain nombre de formations dans toute la région sur des sujets essentiels en lien avec la biosécurité. Les questions de biosécurité et de santé des végétaux ont également donné lieu à des avancées dans le domaine des mesures phytosanitaires dans la région. LRD n'a pas oublié la santé animale, et a également pris contact avec des partenaires potentiels afin de renforcer les efforts de collaboration.

### **Formations et renforcement des capacités**

Du fait de la reprise des rencontres en présentiel en 2022, les formations axées sur les marchés de produits agricoles et forestiers se sont multipliées. Un atelier réunissant des participants (10 femmes et 12 hommes) de quatre pays – Fidji, Samoa, Tonga et Vanuatu – a permis à ces derniers de renforcer leurs connaissances sur les micro-, petites et moyennes entreprises (MPME). Cet atelier était assuré par des dirigeants de MPME.

Trente-six agriculteurs de Nauru et des Îles Salomon ont pris part aux séances organisées dans le cadre du projet Réseau océanien de fermes biologiques pédagogiques (POLFN), afin de renforcer leurs connaissances et leurs compétences en matière d'agroécologie.

Des participants de 9 pays – Îles Cook, Fidji, Kiribati, Nauru, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga et Tuvalu – ont participé à l'atelier régional de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) en 2022, axé sur le projet de normes internationales pour les mesures phytosanitaires. Ces normes visent

à renforcer les mesures de biosécurité dans la région. Les participants ont également pu suivre une formation sur la Base de données océanienne sur les organismes nuisibles, qui est hébergée par la CPS et fournit des informations et des ressources sur les maladies et les ravageurs dans la région.

L'équipe de LRD chargée de la biosécurité a été très active en 2022, et a suivi un certain nombre de formations visant à renforcer ses capacités dans ce domaine. Par exemple :

- 1) une séance consacrée à la surveillance phytosanitaire générale et à la surveillance spécifique de la chenille légionnaire d'automne et du rhinocéros du cocotier, qui a réuni 40 participants (13 femmes, 27 hommes) de 6 pays ;
- 2) une formation ePhyto (certificats sanitaires électroniques), qui a réuni 27 participants (11 femmes, 16 hommes) de 10 pays ;
- 3) un webinaire sur les systèmes d'hygiène des conteneurs maritimes axé sur la biosécurité et les débouchés à l'exportation, qui a réuni 132 personnes (48 femmes, 84 hommes) ;
- 4) une formation consacrée à l'atténuation des risques en matière de biosécurité avant, pendant et après le passage des frontières, aux menaces émergentes liées aux organismes nuisibles, ainsi qu'au prélèvement d'échantillons, à laquelle ont participé 22 agents (8 femmes, 14 hommes) des services de biosécurité des Îles Salomon.
- 5) Au total, 35 agents des services de biosécurité et de protection des végétaux, représentants du ministère de l'Agriculture, et partenaires du développement de 9 pays – Îles Cook, Fidji, Kiribati, Nauru, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Samoa, Tonga et Tuvalu – ont participé à l'atelier et à la formation organisés à l'échelle régionale dans le cadre du projet ePhyto de l'Organisation pour la protection des végétaux dans le Pacifique (OPVP) afin de débattre des lacunes observées, des progrès accomplis et des enseignements tirés de ce projet. Parmi les principaux résultats de la formation, citons le renforcement des connaissances et des



compétences nécessaires à la mise en œuvre des systèmes ePhyto nationaux ; la meilleure connaissance de la mise en œuvre d'ePhyto à l'échelle régionale, et l'examen et la révision du plan régional de mise en œuvre 2020–2022 d'ePhyto.

Enfin, grâce aux conseils et au soutien techniques apportés par LRD dans le cadre de la certification par le système participatif de garantie, l'association des femmes de l'île de Rabi (Fidji) fabrique désormais deux produits biologiques à valeur ajoutée : un désinfectant pour les mains et un baume à lèvres. Seize nouveaux intrants à valeur ajoutée respectant les normes de l'agriculture biologique, et dont l'utilisation par les agriculteurs respectant la Norme océanienne d'agriculture biologique a été approuvée par la POETCom, ont été produits par les entreprises fidjiennes et l'ONG Sea & Soil, membre de la POETCom, en 2022.



CONTRIBUTION  
AUX AXES  
(KFA) D

OBJECTIF 1 : LES PEUPLES  
OCEANIENS PROFITENT DU  
DEVELOPPEMENT DURABLE

OBJECTIF 2 : LES  
COMMUNAUTES DU  
PACIFIQUE SONT AUTONOMES  
ET RESILIENTES

KFA 2 : RESSOURCES  
NATURELLES  
ET BIODIVERSITE

KFA 4 : EQUITE, EDUCATION ET  
DEVELOPPEMENT SOCIAL

KFA 5 : ECONOMIES  
ET MOYENS D'EXISTENCE

KFA 1 : RESILIENCE  
ET ACTION CLIMATIQUE

CONTRIBUTION DE LA DIVISION RESSOURCES  
TERRESTRES AUX ODD

1 PAS  
DE PAUVRETÉ

2 FAIM  
«ZÉRO»

3 BONNE SANTÉ  
ET BIEN-ÊTRE

5 ÉGALITÉ ENTRE  
LES SEXES

8 TRAVAIL DÉCENT  
ET CROISSANCE  
ÉCONOMIQUE



O B J E C T I F S D E D E V E L

ATION DE LRD  
PRIORITAIRES  
DE LA CPS

ANCE  
TIQUE

ES

**10** INÉGALITÉS  
RÉDUITES

**12** CONSOMMATION  
ET PRODUCTION  
RESPONSABLES

**13** MESURES RELATIVES  
À LA LUTTE CONTRE  
LES CHANGEMENTS  
CLIMATIQUES

**15** VIE  
TERRESTRE

**17** PARTENARIATS  
POUR  
LA RÉALISATION  
DES OBJECTIFS

OBJECTIF 3 : L'ENSEMBLE DES  
PAYS OCEANIENS REALISENT  
LEUR PLEIN POTENTIEL, TOUT  
EN VIVANT LONGTEMPS ET EN  
BONNE SANTE

KFA 3 : SYSTEMES  
ALIMENTAIRES

KFA 6 : SANTE  
PLANETAIRE

OBJECTIF 4 : DES  
PROGRAMMES INTEGRES SONT  
EXECUTES PAR « UNE SEULE  
CPS » AU MOYEN DE SERVICES  
RATIONALISES

KFA 7 : EFFICACITE  
INSTITUTIONNELLE  
TRANSFORMATRICE

OPPEMENT DURABLE

## Collaboration et investissements dans les projets

En 2022, LRD a continué de collaborer avec ses partenaires, ainsi qu'au travers de ses organisations techniques, pour améliorer la protection des végétaux et la biosécurité dans le Pacifique. Elle a conduit une analyse des carences portant sur les systèmes d'intervention d'urgence et d'alerte précoce de 17 organismes nationaux de protection des végétaux de 10 États et Territoires insulaires océaniques. L'objectif était de déterminer les préoccupations et les possibilités d'amélioration dans le domaine de la biosécurité.

Toujours en 2022, l'Organisation pour la protection des végétaux dans le Pacifique (OPVP) a organisé deux réunions visant à fournir un appui dans le cadre du travail mené dans la région en matière de biosécurité et de santé des végétaux, et à intensifier les efforts dans ces domaines. Le projet régional de normes internes pour les mesures phytosanitaires, qui est conforme aux exigences de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV), est parvenu à son terme. Les mesures phytosanitaires ont été élaborées dans le cadre d'un processus consultatif faisant intervenir l'ensemble des 19 membres de l'OPVP, et sont actuellement en attente d'approbation par la Commission des mesures phytosanitaires et le Comité de normalisation de la CIPV.

La présidence et la vice-présidence du Comité de pilotage Asie-Pacifique du Réseau des directeurs des services vétérinaires et des productions animales du Pacifique (PHOVAPS) ont été officialisées à la suite de l'adoption du Cadre pour la santé et les productions animales dans le Pacifique (PAHPF), et dans le sillage des recommandations formulées en 2021 lors des réunions des directeurs et des ministres de l'Agriculture et de la Foresterie du Pacifique. Le PHOVAPS est chargé de soutenir les pays membres dans la mise en œuvre du PAHPF.

En outre, un protocole d'accord entre la CPS et l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA) est en cours de discussion, l'objectif étant de renforcer le travail de collaboration. De nouvelles mesures seront prises en 2023 pour concrétiser cette collaboration.

## Objectif 3 : Les pays océaniques ont accès à une grande variété de ressources forestières et agricoles, riches en éléments nutritifs et résilientes face aux effets des catastrophes naturelles et du changement climatique

En 2022, la Division ressources terrestres a recentré ses activités sur les systèmes alimentaires et l'agriculture biologique afin de garantir la résilience des ressources agricoles et forestières face aux effets croissants du changement climatique et des catastrophes dans la région du Pacifique. Les distributions de végétaux ont joué un rôle dans ce recentrage, outre le renforcement des liens avec les partenaires et les parties prenantes dans des domaines tels que les ressources phytogénétiques et la politique sur l'agriculture biologique.

### Achat, distribution et promotion des cultures

Au total, 14 distributions d'obtentions et de végétaux ont été réalisées en 2022. Dans ce cadre, 212 obtentions et 2 087 plantules ont été distribuées à 7 pays : l'Australie, la Belgique, les Fidji, les États fédérés de Micronésie, Nauru, le Samoa et les Tonga.

La distribution de matériel génétique à 4 pays – Australie, Fidji, Samoa et Tonga – pendant l'année a également contribué à renforcer les travaux sur les systèmes alimentaires, l'objectif étant d'appuyer les efforts de recherche en collaboration avec les agriculteurs locaux. L'adoption de matériel végétal a contribué à renforcer les systèmes alimentaires à Kiribati et Tuvalu. Aux Tonga, 25 espèces cultivées ont été distribuées à des fins de caractérisation.

### Collaboration et investissement

En 2022, le Réseau océanique d'information sur les ressources phytogénétiques agricoles (PAPGREN) a pris des mesures en vue de sa restructuration, l'objectif étant d'établir des relations satisfaisantes avec les principales parties prenantes de la région.

Deux pays – Kiribati et les États fédérés de Micronésie – ont accompli des progrès au regard des possibilités d'inclusion de l'agriculture biologique dans leurs politiques nationales. Le projet de politique agricole nationale des États fédérés de Micronésie est achevé. Il est désormais en attente d'approbation par les pouvoirs publics. À Kiribati, l'analyse de situation est terminée, et un projet de politique nationale relative à l'agriculture biologique est en cours d'élaboration.

## **Objectif 4 : Les politiques, les programmes et les services nationaux et régionaux dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie tiennent compte des questions de genre et d'inclusion sociale, et défendent et protègent l'héritage culturel et les droits de la personne**

En 2022, LRD et ses partenaires ont non seulement eu la possibilité de renforcer la participation des hommes et des femmes, l'équilibre des genres et l'inclusion sociale dans les activités agricoles, mais également de réfléchir à de nouvelles initiatives plaçant ces questions en point de mire, ou permettant de les prendre en compte dès les prémices de la conception des projets.

L'équipe de LRD a abordé la question de l'équilibre des genres dans une série de formations mises en œuvre dans toute la région. L'inclusion sociale a été prise en compte lors de la rédaction et de la diffusion de politiques couvrant un large éventail de parties prenantes, dans les domaines suivants notamment : politiques nationales relatives à l'agriculture biologique, besoins vétérinaires et homologation des pesticides.

### **Investissement dans les questions de genre et de jeunesse et appui à ces questions**

L'ouverture des communautés en 2022 a permis à LRD d'investir dans les aspects liés au genre et à la jeunesse, parfois directement au sein de la communauté. En 2022, LRD a offert à 50 femmes de zones rurales des Fidji et de Palau un appui au renforcement des chaînes de valeur dans leurs communautés : 20 femmes de l'association fidjienne Ngarauangiang, faisant partie de la chaîne de valeur de la *demok*, et 30 femmes de l'île de Butaritari, à Kiribati, faisant partie de la chaîne de valeur de l'huile de coco vierge.

Au cours de l'année, LRD a mené une enquête sur la *participation des femmes et des jeunes à la filière cocotier et bois*, afin de déterminer la répartition des rôles entre les hommes et les femmes dans ces communautés, savoir qui prend les décisions, ce qui fonctionne, et appuyer à terme l'approvisionnement en stipes de cocotiers séniles et la réhabilitation du cocotier dans les communautés de femmes et de jeunes. Une version provisoire du rapport a été rédigée ;

l'ACIAR, partenaire de la CPS, doit y mettre la dernière main en 2023.

Les formations organisées à Sigatoka, aux Fidji, et consacrées à la multiplication des semences, à la gestion des pépinières, aux compétences financières et aux programmes d'échange ciblaient spécifiquement les femmes et les jeunes. Au total, 40 femmes et 100 jeunes en ont bénéficié. Les connaissances acquises appuieront la gestion des ressources naturelles et le travail de préservation de la biodiversité dans la région.

Les séances organisées dans le cadre du projet Réseau océanique de fermes biologiques pédagogiques (POLFN) ciblaient également les femmes. Sur les 36 agriculteurs de Nauru et des Îles Salomon ayant participé à ces séances, 26 étaient des femmes.

L'équilibre des genres a joué un rôle déterminant dans la formation organisée par le CePaCT en cours d'année et consacrée à la sélection par mutation, aux technologies de semences, au diagnostic moléculaire, aux techniques de culture tissulaire du cocotier et aux protocoles allométriques. On comptait 25 femmes sur un total de 48 participants venus de six pays : les Fidji, les Îles Marshall, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Îles Salomon, le Samoa et Vanuatu.

### **Inclusion sociale**

Même si nombre de gouvernements et de communautés n'avaient pas pleinement repris leurs activités en 2022, LRD a fait en sorte que ses efforts de collaboration demeurent ouverts et inclusifs. Kiribati et les États fédérés de Micronésie ont désormais une idée plus précise des modalités d'inclusion de l'agriculture biologique dans les politiques nationales. Les États fédérés de Micronésie ont achevé leur projet de politique agricole nationale, qui est désormais en attente d'approbation par les pouvoirs publics. À Kiribati, l'analyse de situation est terminée, et un projet de politique nationale relative à l'agriculture biologique est en cours d'élaboration.

À l'échelle régionale, un plan de renforcement des capacités visant à répondre aux besoins des pays océaniques dans le domaine vétérinaire a été élaboré. Ce plan sera présenté pour approbation aux directeurs et aux ministres de l'Agriculture et de la Foresterie.

Des actions de renforcement des connaissances en matière d'homologation des pesticides étaient également en cours en 2022, en vue de l'établissement du Dispositif régional d'homologation des pesticides. La FAO, partenaire



## Exemple de réussite – Mobilisation de la communauté locale dans la lutte contre les ravages du rhinocéros du cocotier sur l'île d'Ifira

La filière cocotier de Vanuatu a une stature unique à l'échelon de la communauté. Elle est le deuxième contributeur aux rentrées de devises, à hauteur de 45 % au PIB du pays. Toutefois, le rhinocéros du cocotier et sa nouvelle souche Guam (CRB-G) risquent d'avoir un effet dévastateur sur la filière cocotier du pays, ainsi que sur les moyens d'existence des dizaines de milliers de personnes qui en dépendent.

En mars 2022, la souche Guam a été détectée sur Ifira, une petite île d'environ un millier d'habitants située à proximité des côtes de Port Vila, la capitale de Vanuatu. Du fait de la proximité de l'île avec le plus grand port de pêche de Vanuatu, les autorités du pays considèrent que la sécurité nationale est compromise. Ce coléoptère n'a pas de prédateur naturel, et peut rapidement infester de nouvelles zones.

Compte tenu de son caractère hautement envahissant, et du fait qu'une infestation non contrôlée peut décimer des peuplements entiers de palmiers et de cocotiers en un an, les cultivateurs de cocotiers de l'île d'Ifira se trouvent dans une situation d'urgence grave.

Le projet de sensibilisation et de réponse à la propagation du rhinocéros du cocotier en Océanie (PARC) de la Division ressources terrestres de la CPS a été mis en œuvre. Des visites de l'île ont été organisées, et une collaboration a été mise en place avec l'équipe de Vanuatu chargée de la biosécurité afin de déployer des moyens de lutte : installation de pièges à phéromones, élaboration d'agents de lutte biologique, semis sous couvert végétal et traitement par insecticide, et élimination physique des insectes. Le projet PARC est mené en partenariat avec Ag Research NZ et bénéficie du soutien de ministère

néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce (MFAT).

L'équipe du projet, en collaboration avec l'équipe de Vanuatu chargée de la biosécurité, a travaillé à la consolidation des données relatives au rhinocéros du cocotier, à l'aide des outils Kobo Toolbox. Kobo est une plateforme gratuite de collecte, de gestion et de visualisation des données compatible avec les systèmes et technologies de données en libre accès. Sur l'île, l'équipe du projet PARC a également organisé des formations et des actions de sensibilisation à la lutte contre le rhinocéros du cocotier, en collaboration avec ses partenaires.

L'action menée sur Ifira a donné lieu à un certain nombre d'interventions fructueuses contre les ravageurs, notamment la mise au point d'un agent viral efficace six mois après son introduction dans les cocoteraies, et le piégeage d'un grand nombre d'insectes. Les actions de sensibilisation ont incité les habitants d'Ifira à poursuivre les opérations d'éradication après le départ de l'équipe du projet PARC. L'équipe a également formé 17 membres de l'équipe de Vanuatu chargée de la biosécurité afin de garantir la pérennité de l'opération.

Selon l'équipe du projet PARC et la Division LRD, la communauté doit impérativement adhérer et participer aux opérations pour assurer l'efficacité de leur mise en œuvre. L'équipe continue d'organiser des rencontres bihebdomadaires sur Zoom avec les responsables de la biosécurité de Vanuatu, et prévoit des visites de suivi à Ifira en 2023. Le rhinocéros du cocotier et sa souche Guam se propagent également rapidement en Papouasie-Nouvelle-Guinée et aux Îles Salomon. L'équipe du projet PARC se rendra dans ces pays en 2023 afin d'aider les autorités et les communautés locales à contenir l'invasion.



de LRD, a mis la dernière main à un nouveau programme de coopération technique s'inscrivant dans le cadre de ce dispositif, et un protocole d'accord a été préparé et examiné par l'équipe juridique de la CPS pour signature par les pays participants. Un-e coordinateur-riche des pesticides et un-e stagiaire seront nommés en 2023.

## **Objectif 5 : Les services et systèmes d'exploitation agricole intégrés sont renforcés**

Tout au long de la pandémie, la Division ressources terrestres a consacré du temps à l'élaboration de produits du savoir relatifs aux systèmes d'exploitation agricole. L'année 2022 a été propice à la multiplication des possibilités de distribution à un public toujours plus large. Les produits distribués pendant l'année étaient axés principalement sur les sols, les ravageurs et les maladies, la culture sous abri et la santé des végétaux. Des brochures d'information sur les ravageurs ont également été distribuées pendant les épisodes d'infestation.

L'ouverture des frontières a été propice à la multiplication des formations en présentiel, et l'équipe de LRD a organisé un certain nombre d'événements didactiques, dont certains ont eu lieu au tout début de la crise de la COVID.

### **Investissement dans les connaissances et gestion**

LRD a publié tout au long de l'année des lignes directrices et des documents à l'appui des systèmes d'exploitation agricole. Du fait de la menace de plus en plus pesante de la peste porcine africaine dans la région, l'équipe de LRD a élaboré et distribué des supports d'information à l'intention des agriculteurs et des agents chargés de la biosécurité, de la vulgarisation et de l'élevage dans les États et Territoires insulaires océaniques. Ces supports prenaient la forme de vidéos, de fiches d'information et de bannières rétractables, ainsi que de kits de diagnostic rapide destinés à la formation.

En 2022, LRD a également intensifié ses travaux dans le domaine de la santé des sols, et a édité une série de publications visant à renforcer les connaissances sur la gestion de la santé des sols dans la région afin d'éclairer la prise de décisions en matière de résilience des sols face au changement climatique :

- 1) collecte, analyse et interprétation des résultats d'échantillons de sols prélevés sur 33 sites aux Tonga après l'éruption dévastatrice du volcan Hunga Tonga-Hunga Ha'apai en janvier 2022.
- 2) lignes directrices régionales pour l'échantillonnage des sols, publiées en ligne en 2022, des exemplaires imprimés devant être distribués dans six pays – Fidji, Kiribati, Samoa, Tonga, Tuvalu et Vanuatu – en mars 2023.
- 3) le document *History of soil research conducted by the New Zealand Soil Bureau in five southwest Pacific*

*countries*, qui présente l'histoire des recherches menées sur les sols aux Fidji, à Kiribati, au Samoa, aux Tonga et à Tuvalu.

En 2022, LRD a continué à investir dans le renforcement des connaissances sur les ravageurs et les maladies. Elle a mis la dernière main aux procédures opératoires normalisées pour la réalisation d'analyses des risques à l'importation liés à certains organismes nuisibles et certaines maladies. Ces procédures opératoires normalisées contribueront à la définition de mesures adaptées pour limiter les risques susceptibles de peser sur la production agricole de la région.

Des activités de sensibilisation s'inscrivant dans le cadre des efforts déployés par LRD pour éradiquer le rhinocéros du cocotier ont été menées en Papouasie-Nouvelle-Guinée et à Vanuatu. Des séances ont notamment été consacrées aux publications dans les médias sociaux et à la production de vidéos ; 2 000 copies supplémentaires des brochures d'information sur le rhinocéros du cocotier ont été distribuées. Une copie de la vidéo sur le rhinocéros du cocotier produite par LRD a été transmise à la chaîne NBC Papua New Guinea pour une diffusion gratuite.

Des recherches axées sur de nouvelles souches de virus visant à lutter contre le rhinocéros du cocotier ont été menées à Vanuatu à l'appui du travail réalisé pour limiter l'infestation par ce parasite. Une carte de la répartition des haplotypes de rhinocéros du cocotier a été élaborée pour les pays partenaires dans le cadre de travaux connexes, et ajoutée à la base de données sur le rhinocéros du cocotier.

Un manuel relatif aux cliniques des plantes a également été élaboré en 2022 dans le cadre d'un partenariat avec la CPS, l'Université du Queensland et l'Université de Tasmanie, en collaboration avec quatre pays océaniques – les Fidji, le Samoa, les Îles Salomon et les Tonga. Ce manuel s'inscrit dans le cadre du travail de renforcement des capacités des pays pour la détection des ravageurs et le diagnostic des maladies dans la région.

Enfin, une autre publication, le *manuel sur la culture sous abri destiné aux agriculteurs*, a été élaborée et publiée en 2022, et s'accompagnait d'une note d'orientation destinée à la région.

## Formation, soutien technique et documentation

En 2022, les formations en présentiel de LRD ont mis l'accent sur des thématiques déterminantes pour la reprise post-COVID-19 et l'avenir résilient du Pacifique, comme l'élevage, la santé des végétaux et la biosécurité. Au total, 33 agents des services d'élevage et de biosécurité (14 femmes, 19 hommes) de 14 pays océaniques ont participé à une formation sur la biosécurité et la santé animale organisée par l'Association du transport aérien international (IATA). Des améliorations ont également été apportées au laboratoire de santé animale aux Fidji, en partenariat avec le Service de biosécurité et le ministère de l'Agriculture du pays.

Aux Îles Salomon, 16 agents (4 femmes, 12 hommes) du service de l'élevage ont reçu une formation aux soins paravétérinaires et à la surveillance des maladies touchant les animaux d'élevage afin de renforcer leurs capacités en matière de santé animale.

En ce qui concerne la santé des végétaux, 60 agriculteurs de Sigatoka, aux Fidji, ont suivi l'enseignement d'écoles pratiques d'agriculture et de cliniques des plantes afin de renforcer leurs connaissances et leurs capacités dans le domaine de la santé des végétaux. Les Fidji et les Tonga ont également reçu un appui au renforcement de la gestion intégrée des cultures. Un suivi du matériel de laboratoire a été achevé pour les Fidji, et 2 formations portant sur l'étude de la résistance aux pesticides en laboratoire ont été organisées virtuellement pour les Tonga.

Les pratiques d'assainissement ont été améliorées dans 3 communautés de l'île d'Ifira, à Vanuatu, sur la base d'expériences sur site contrôlé. Une remise à niveau sur les outils Kobo Toolbox a également été proposée aux agents des services de biosécurité de Vanuatu. Kobo Toolbox est un outil gratuit de collecte, de gestion et de visualisation des données utilisé par les ONG et d'autres organisations à travers le monde.

Des formations techniques complémentaires portant sur des domaines en lien avec la lutte contre le changement climatique ont réuni 93 fonctionnaires (26 femmes, 67 hommes) à Vanuatu et en Papouasie-Nouvelle-Guinée :

- 1) 4 personnes à Vanuatu (1 femme, 3 hommes), et 4 femmes en Papouasie-Nouvelle-Guinée ont participé à une session de formation au processus de transport en vrac et de distribution de champignons du genre *Metarhizium*. *Metarhizium* est un champignon qui peut être utilisé dans la lutte contre certains ravageurs des végétaux.
- 2) Sur l'île d'Ifira, à Vanuatu, 55 personnes (10 femmes, 45 hommes) ont participé à une formation axée sur la sensibilisation au rhinocéros du cocotier et sur la lutte contre ce ravageur.
- 3) Toujours à Vanuatu, 15 personnes (4 femmes, 11 hommes) ont participé à une formation aux outils Kobo Toolbox et QGIS – une application de système d'information géographique libre et gratuite.
- 4) En Papouasie-Nouvelle-Guinée, 15 personnes (7 femmes, 8 hommes) ont participé à une formation sur les protocoles à suivre dans le cadre de la prospection de délimitation.





## **Exemple de réussite – De la tarodière à la table des décideurs : l’inclusivité comme moteur de la politique nationale de Palau sur l’agriculture biologique**

À Palau, « a mesei a delal a telid » signifie « la tarodière est la mère qui nous donne la vie ».

La culture matriarcale et matrilineaire de Palau accorde une grande importance aux tarodières et à la culture agricole. Bien que ces savoirs traditionnels soient transmis depuis plusieurs générations, les changements socioéconomiques observés dans le pays ont conduit la population à se désintéresser de l’agriculture et à se tourner vers d’autres moyens de subsistance. Du fait de ce désintérêt croissant, les mères ont de moins en moins l’occasion de transmettre les savoirs traditionnels et les pratiques agricoles à leurs filles. L’agriculture biologique apporte une contribution majeure à la pérennisation des cultures et des communautés de la région et, dans le cas de Palau, elle joue un rôle dans la préservation et la transmission des savoirs traditionnels et des pratiques agricoles des femmes.

Ce paramètre a été pris en compte lors de l’élaboration de la politique de Palau sur l’agriculture biologique. Le projet pour la prospérité des femmes productrices et transformatrices et des entreprises dirigées par des femmes au travers des chaînes de valeur des produits biologiques (BPWP), mis en œuvre par la Communauté océanienne pour l’agriculture biologique et le commerce éthique (POETCom) de la Division LRD avec l’appui du Gouvernement australien, a été mené en étroite collaboration avec les parties prenantes du secteur agricole de Palau afin que la politique soit élaborée en tenant compte du rôle et des savoirs des femmes, qui représentent la majorité des agriculteurs du pays, et en facilitant leur participation à l’action et à l’espace publics.

Palau doit faire face à un certain nombre de défis et d’obstacles dans le cadre du développement de son secteur agricole, comme un faible niveau de sécurité alimentaire, une forte dépendance de la population à l’égard des aliments importés, le manque d’intérêt croissant des jeunes pour l’agriculture, la dégradation de la santé des sols, des débouchés limités sur le marché intérieur et à l’exportation, des coûts plus élevés des aliments produits localement, et la présence de ravageurs comme la mouche orientale des fruits et le rhinocéros du cocotier. La politique sur l’agriculture biologique joue un rôle essentiel face à ces défis et ces obstacles.

Grâce à des ressources comme l’appui technique, les services d’expertise-conseil, le mentorat et les partenariats financiers et stratégiques, le processus a permis de réunir un large éventail de parties prenantes à la table des décideurs, notamment des dirigeantes et des groupes de femmes en transition vers l’agriculture biologique. Les groupes de femmes participants étaient ceux-là mêmes qui suivaient le processus de certification par SPG (Système participatif de garantie) pour les exploitations de taro biologique.

Une fois la loi adoptée, on peut espérer que la politique nationale sur l’agriculture biologique dynamisera le secteur de l’agriculture biologique, en incitant le pays à miser davantage sur le secteur agricole, la sécurité alimentaire, l’offre d’aliments sains et la valeur des produits agricoles.

La méthode suivie par Palau pour élaborer sa politique sur l’agriculture biologique peut aujourd’hui servir de modèle aux pays participants au projet BPWP, comme Kiribati, les Îles Marshall, les États fédérés de Micronésie, et d’autres encore.

## Contribution aux axes prioritaires de la CPS et aux objectifs de développement durable des Nations Unies

En 2022, la Division ressources terrestres s'est employée à mieux intégrer son travail dans l'ensemble des axes prioritaires de la CPS. Le Plan stratégique 2022–2031 de la CPS définit sept axes prioritaires adossés aux quatre principaux objectifs de l'Organisation. Les missions menées par LRD au sein de la CPS lui ont donné les moyens de contribuer à l'ensemble des sept axes prioritaires, correspondant aux quatre objectifs de la CPS, dont la liste figure ci-dessous. Les sept axes prioritaires de la CPS sont les suivants :

1. Résilience et action climatique
2. Ressources naturelles et biodiversité
3. Systèmes alimentaires
4. Équité, éducation et développement social
5. Économies et moyens d'existence
6. Santé planétaire
7. Efficacité institutionnelle transformatrice

### Contribution de LRD aux axes prioritaires, par objectif de la CPS

#### Objectif 1 : Les peuples océaniques profitent du développement durable

- Axe prioritaire 2 : Ressources naturelles et biodiversité
- Axe prioritaire 4 : Équité, éducation et développement social
- Axe prioritaire 5 : Économies et moyens d'existence

#### Objectif 2 : Les communautés du Pacifique sont autonomes et résilientes

- Axe prioritaire 1 : Résilience et action climatique

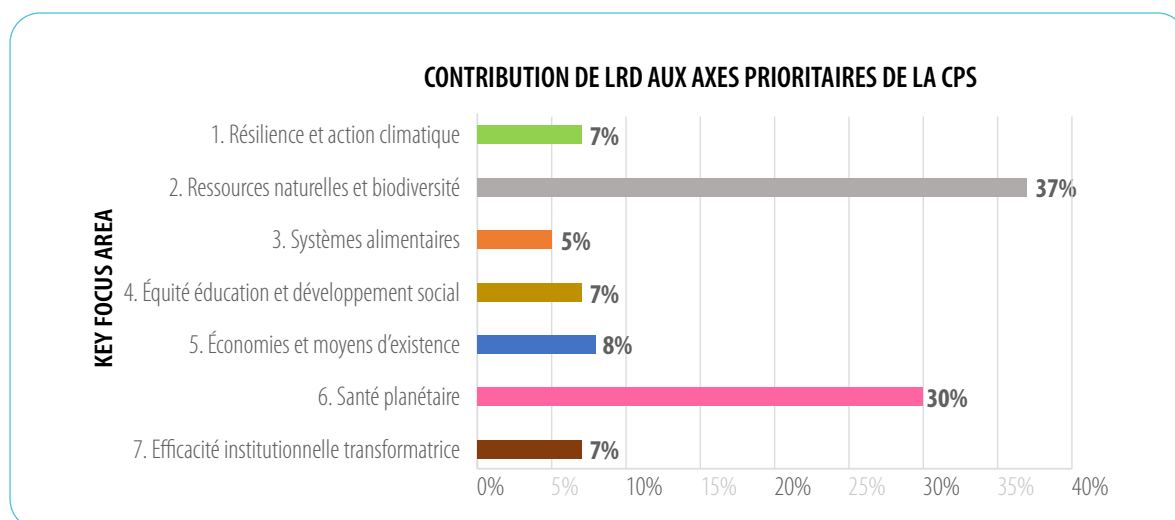
#### Objectif 3 : L'ensemble des Océaniques réalisent leur plein potentiel, tout en vivant longtemps et en bonne santé

- Axe prioritaire 3 : Systèmes alimentaires
- Axe prioritaire 6 : Santé planétaire

#### Objectif 4 : Des programmes intégrés sont exécutés par « une seule CPS » au moyen de services rationalisés

- Axe prioritaire 7 : Efficacité institutionnelle transformatrice

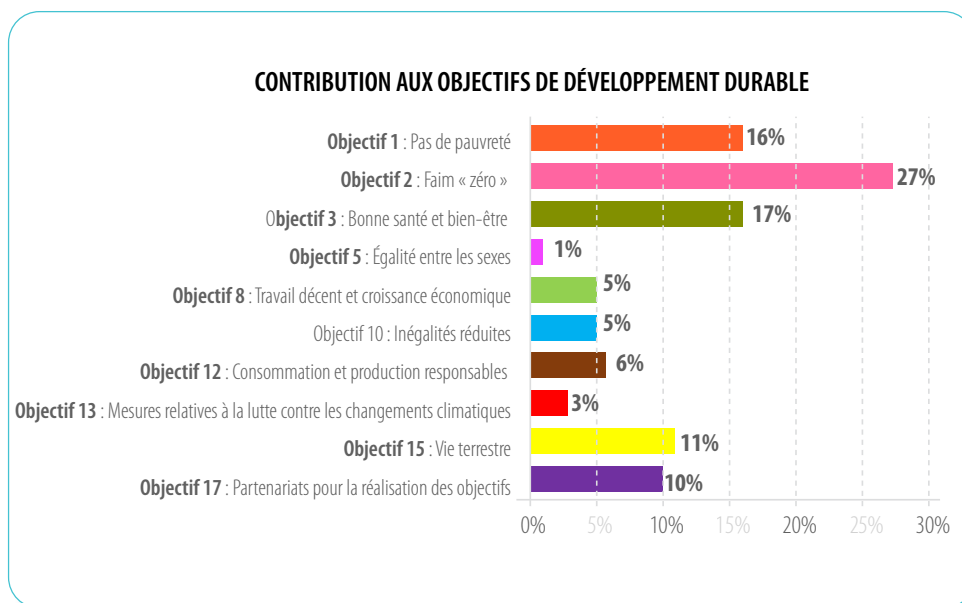
Le Plan d'activité 2019–2023 de la Division ressources terrestres est en phase avec le nouveau Plan stratégique décennal 2022–2031 de la CPS. D'après une analyse et une évaluation du travail mené en 2022, la Division a obtenu 60 résultats majeurs. Sur les 7 axes prioritaires de la CPS auxquels la Division LRD a contribué, 4 résultats correspondaient au premier axe prioritaire (résilience et action climatique) ; 22 résultats au deuxième axe prioritaire (ressources naturelles et biodiversité) ; 3 résultats au troisième axe prioritaire (systèmes alimentaires) ; 4 résultats au quatrième axe prioritaire (équité, éducation et développement social) ; 5 résultats au cinquième axe prioritaire (économies et moyens d'existence durables) ; 18 résultats au sixième axe prioritaire (santé planétaire) et 4 résultats au septième axe prioritaire (efficacité institutionnelle transformatrice). Les pourcentages de contribution figurent dans le graphique ci-dessous.



## Objectifs de développement durable

En 2022, la Division LRD a continué de mettre l'accent sur sa contribution à la réalisation des objectifs de développement durable des Nations Unies. Des contributions notables ont été apportées aux objectifs Pas de pauvreté, Faim « zéro », Bonne santé et bien-être, et Vie terrestre. LRD a également contribué à d'autres objectifs, comme Égalité entre les sexes, Travail décent et croissance économique, Inégalités réduites, Consommation et production responsables, Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques et Partenariats pour la réalisation des objectifs.

La Division a particulièrement contribué aux objectifs suivants en 2022 :



## Partenaires et ressources

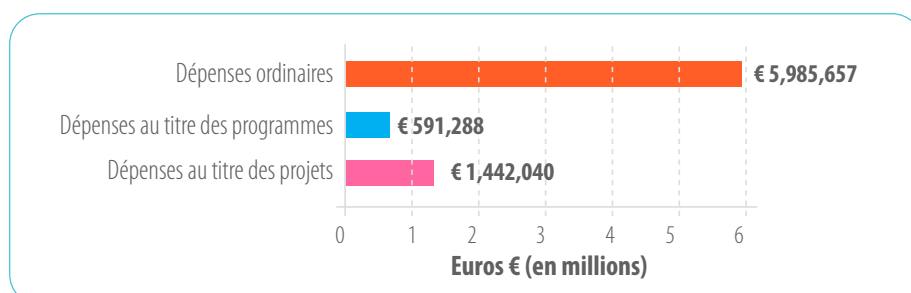
La Division ressources terrestres s'est employée à étendre ses programmes et projets en 2022, tout en veillant à ce que les ressources soient mieux ciblées et utilisées plus efficacement. Les programmes et projets étaient axés sur les quatre principaux thèmes de la Division ressources terrestres, ou piliers, qui sont transversaux et intégrés. Ces quatre piliers sont les suivants :

- Ressources génétiques
- Paysages et forêts durables
- Agriculture durable
- Marchés au service des moyens de subsistance

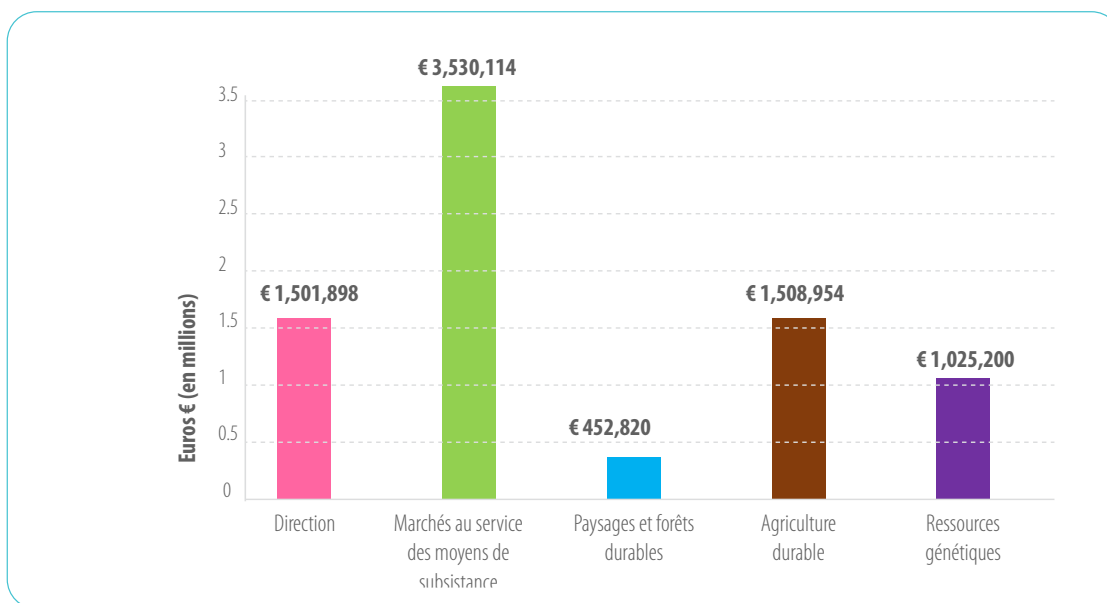
Ces piliers s'articulent autour de cinq programmes intégrés, en cours d'élaboration :

- Volet océanien de l'initiative Des semences pour la vie
- Santé des écosystèmes
- Systèmes alimentaires
- Biosécurité et sécurité des échanges
- Programme intégré pour le cocotier

Les quatre piliers ont bénéficié d'un financement mixte qui se divise en trois grandes catégories : les fonds projet, les fonds programme et les fonds ordinaires. En 2022, les dépenses au titre des projets se sont montées à 5 985 657 euros au total, les dépenses au titre des programmes à 591 288 euros, et les dépenses ordinaires à 1 442 040 euros. Voir le graphique ci-dessous.



Les fonds attribués à chaque thème de LRD, ou piliers, fonds ordinaires inclus, sont les suivants : 3 530 114 euros pour le pilier Marchés au service des moyens de subsistance, 1 508 954 euros pour le pilier Agriculture durable, 1 501 898 euros pour la Direction, 1 025 200 euros pour les Ressources génétiques et 452 820 euros pour les Paysages et forêts durables. Voir le graphique ci-dessous.



Nos partenaires financiers et les établissements d'enseignement avec lesquels nous travaillons ont collaboré avec la Division ressources terrestres dans le cadre des quatre principaux piliers en vue d'obtenir les résultats suivants.

- Renforcement de l'accessibilité des variétés végétales et animales traditionnelles ou améliorées
- (agrobiodiversité préservée, enrichie et promue).
- Élaboration et renforcement des protocoles visant à assurer l'efficacité de la fourniture de matériel végétal aux réseaux semenciers nationaux.
- Développement du Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CePaCT) en un centre d'excellence.
- Poursuite des recherches avec les partenaires internationaux pour renforcer les capacités nationales et régionales dans des domaines clés tels que les banques de gènes et les pépinières, et élaborer des protocoles pour la reproduction en masse, le développement, l'évaluation et la sélection des cultures, ainsi que pour le dépistage et l'éradication des organismes nuisibles et des maladies.
- Capacités renforcées en matière de gestion durable des ressources terrestres et forestières.
- Développement et renforcement des capacités nationales et régionales en matière d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses impacts, et de réponse aux conséquences des catastrophes sur les ressources terrestres, agricoles et forestières.
- Élaboration, introduction et généralisation des modèles agroforestiers en Micronésie et dans les petits atolls de Mélanésie et de Polynésie, en vue de favoriser la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'efficacité de la production agricole et animale, ainsi que la promotion de marchés pour les produits forestiers à forte valeur marchande.
- Mise au point participative de techniques visant à améliorer la productivité dans les domaines de l'agroforesterie, de l'agriculture et de l'élevage (développement de cultures salino- et climato-résilientes, adaptation au changement climatique et atténuation de ses effets, amélioration de la santé des sols, systèmes d'agroforesterie et d'élevage, gestion intégrée des cultures, renforcement de la vulgarisation, de la recherche et du transfert de technologies).
- Prise de conscience et compréhension améliorées de la Division à l'égard du changement climatique et des autres grandes problématiques touchant à l'agriculture et à la foresterie.
- Accroissement de la diffusion et de l'adoption des nouvelles techniques de production agricole.



- Renforcement de l'aptitude de la Division à prendre des décisions stratégiques fondées sur des éléments concrets en matière de sécurité alimentaire, de gestion durable des ressources et de croissance économique.
- Capacité renforcée des États et Territoires insulaires océaniques à satisfaire aux normes, directives et conditions internationales en matière d'exportation et de commerce intérieur, informations améliorées sur le statut phyto- et zoosanitaire des pays.
- Présence accrue des petits exploitants (notamment les femmes et les jeunes) sur les marchés locaux, nationaux et internationaux ; mise au point et valorisation de techniques post-récoltes durables et viables ; augmentation de la production et de la consommation d'aliments locaux nutritifs ; technologies visant à améliorer durablement la productivité animale ; mise au point et promotion d'approches participatives.
- Élaboration de protocoles permettant aux familles d'agriculteurs de mettre en place des cultures alimentaires durables (aussi bien sur le plan de la qualité que de la quantité) ; aide aux pays membres pour la création d'un capital social dans la production alimentaire, la commercialisation et l'éthique commerciale ; et promotion des systèmes participatifs de garantie et groupements.
- Gros plan sur l'accès équitable des jeunes, des femmes et des minorités aux ressources existantes et aux débouchés professionnels.



## Perspectives pour 2023

L'optimisme prudent affiché au début de l'année 2022, qui tablait sur l'arrêt des perturbations liées à la pandémie de COVID-19 et la reprise des contacts physiques avec les communautés océaniques bénéficiant des services de la Division ressources terrestres, s'est avéré largement justifié au fil des mois. Si la victoire sur la COVID n'est pas encore tout à fait complète dans le Pacifique, la programmation de LRD tournait quasiment à plein régime à la fin de l'année du fait du ralentissement de la pandémie.

En 2023, l'équipe de LRD souhaite ardemment poursuivre ses travaux en présentiel aux côtés des communautés océaniques. L'équipe est également prête à partager ses expériences et à aider les secteurs océaniques de l'agriculture et de la foresterie à aller de l'avant en se réunissant de nouveau en présentiel dans le cadre de la Semaine océanique de l'agriculture et de la foresterie 2023, à laquelle participeront les directeurs et les ministres de l'Agriculture et de la Foresterie.

Cet événement, qui a lieu tous les deux ans, a été reporté à début 2023, et LRD est prête à travailler en étroite collaboration avec le gouvernement des Fidji, le pays hôte, afin de résoudre un certain nombre de questions pressantes qui détermineront la voie à suivre par les secteurs de l'agriculture et de la foresterie. Lors de ce rassemblement, les directeurs de l'agriculture et de la foresterie évoqueront entre autres l'élaboration d'une Stratégie pour l'agriculture et la foresterie dans le Pacifique, la création d'un Programme régional de recherche, et la contribution de la région à l'axe de travail sur l'agriculture de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), afin de faire face aux principaux enjeux régionaux comme la santé des sols, la gestion de l'élevage et la sécurité alimentaire.

La réouverture totale de la région Pacifique en 2023 pourrait être synonyme de nombreux défis à relever dans les secteurs agricoles et forestiers, et l'équipe de LRD chargée de la biosécurité cherchera à développer ses formations en présentiel en 2023, en particulier aux Îles Salomon, qui accueilleront les Jeux du Pacifique en novembre. L'accroissement des transports et des échanges peut également accentuer certaines problématiques, comme la propagation du rhinocéros du cocotier, qui menace gravement les cocoteraies. L'équipe chargée de la lutte contre ce ravageur se tient sur le qui-vive et prête à organiser de nouvelles opérations de surveillance et de formation pour éliminer ce coléoptère.

Dans le contexte de la réouverture de la région, priorité sera également donnée à la recherche sur le terrain, et LRD pilotera l'élaboration du Programme régional de recherche (RRA), en mettant en œuvre les mesures proposées dans le Cadre du RRA achevé fin 2022, qui doit être approuvé par les directeurs de l'agriculture et de la foresterie lors de la Semaine océanique de l'agriculture et de la foresterie en mars 2023.

Alors que les pays cherchent à intégrer la résilience dans leur planification et leur programmation en matière de ressources terrestres dans le sillage de la pandémie, LRD poursuivra le développement de son programme phare sur les systèmes alimentaires en collaboration avec des partenaires régionaux et d'autres divisions de la CPS. L'agriculture biologique continuera également de jouer un rôle dans le cadre de ces travaux, et la POETCom cherchera à développer son Réseau océanique de fermes biologiques pédagogiques (POLFN) et ses formations.

D'autres programmes et projets d'envergure, sans lesquels LRD ne peut fonctionner à pleine capacité, connaîtront également des avancées en cours d'année, comme l'initiative sur le cocotier, et le Projet de facilitation du commerce agricole sans risque par l'intégration économique dans le Pacifique (SAFE Pacific), qui contribuera à faciliter l'accès à de nouveaux marchés au moyen d'activités planifiées, comme une formation à la biosécurité et une formation de 16 semaines destinée aux agents paravétérinaires.

Cette liste ambitieuse de programmes et de projets continuera de s'étoffer tout au long de l'année 2023. Les interminables perturbations provoquées par la pandémie de COVID n'ont jamais eu raison de la volonté ni de l'énergie des agents, toujours aussi désireux de mettre en œuvre ces projets et d'aider les communautés océaniques à aller de l'avant en toute confiance. Le premier jalon de la « reconstruction en mieux » a été posé en 2022, et l'objectif est désormais d'accélérer le mouvement. En 2023, LRD compte bien renouer des relations et redynamiser ses efforts de collaboration sur le terrain avec ses partenaires et la communauté, et faire en 2024 un compte rendu de tous les résultats positifs que la pleine exploitation de ses connaissances et de ses capacités lui aura permis d'obtenir.